Document generated on 06/04/2025 7:32 a.m.

Études internationales

LAVIGNE, Marie. *International Political Economy and Socialism*. New York, Cambridge University Press, 1991, 424p.

André Joyal

Volume 23, Number 2, 1992

URI: https://id.erudit.org/iderudit/703020ar
DOI: https://doi.org/10.7202/703020ar

See table of contents

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)
1703-7891 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Joyal, A. (1992). Review of [LAVIGNE, Marie. *International Political Economy and Socialism*. New York, Cambridge University Press, 1991, 424p.] *Études internationales*, *23*(2), 464–466. https://doi.org/10.7202/703020ar

Tous droits réservés © Études internationales, 1992

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

au bien-être mondial, alors que Levinsohn (chap. 2) montre qu'il y a équivalence entre quotas et tarifs en présence de concurrence imparfaite et d'investissements directs. Krishna (chap. 3) indique que le bien-être d'un pays peut augmenter lorsque celui-ci impose des quotas, même s'il distribue les droits de licence d'importations aux firmes étrangères. Tornell (chap. 4) analyse le lien entre les effets d'une politique commerciale et l'anticipation des firmes quant à la durée de cette politique. Neary (chap. 5) analyse pourquoi un subside à l'exportation est optimal lorsque les firmes se concurrencent en quantité, alors qu'une taxe à l'exportation le devient lorsqu'elles choisissent des prix. Flam et Staiger (chap. 6) reprennent l'argument de la protection de l'industrie naissante pour des pays dont les ressources financières sont limitées, alors que Hillman (chap. 7) montre qu'il n'est pas toujours vrai qu'une industrie concentrée consacre plus de ressources aux activités de lobby. Grossman et Helpman (chap. 8) considèrent un modèle de croissance pour examiner le bien-être d'un pays quand celui-ci distribue des subsides à la recherche. Reprenant l'idée que la protection affecte le choix de la qualité des biens, Boorstein et Feenstra (chap. 9) calculent les coûts en bien-être qui en résultent dans l'industrie de l'acier aux États-Unis, alors que Smith et Venables (chap. 10) calculent les coûts engendrés par les restrictions volontaires à l'exportation des automobiles japonaises en Europe. Au chapitre 11, Ethier et Horn développent un modèle d'échanges de services, et Markusen (chap. 12) montre qu'un pays qui prend du retard dans une industrie ne peut souvent pas rattraper les «leaders». Finalement, Jones et Neary (chap. 13) examinent la stabilité du processus d'allocation des ressources en présence de distorsions du prix des facteurs.

Ce livre s'adresse avant tout aux spécialistes du commerce international. Il contient néanmoins plusieurs résultats susceptibles d'intéresser un public plus large. Ainsi, le résultat de Krugman montrant que le bien-être mondial est minimisé lorsque le nombre de blocs est de trois, et celui de Tornell soulignant le rôle des anticipations des firmes quant à la durée des politiques commerciales sont particulièrement importants. Ce livre démontre que les recherches entreprises au cours de ces dix dernières années n'ont pas été vaines et qu'elles nous permettent aujourd'hui de mieux comprendre le rôle et l'influence des politiques commerciales sur les marchés.

Nicolas SCHMITT

Department of Economics
Simon Fraser University
Burnaby, Canada

LAVIGNE, Marie. *International Political Economy and Socialism.* New York, Cambridge University Press, 1991, 424p.

Oui, bien sûr, l'auteur le reconnaît dans la préface, un *after* devrait se trouver avant le dernier mot du titre. Marie Lavigne, bien connue pour ses travaux sur l'ex-URSS et ses anciens satellites, collaboratrice occasionnelle de cette chronique, n'a pas été favorisée par le cours de l'histoire. Bénéficiant d'un congé sabbatique,

partagé entre Florence et Cologne en 1988-89, celle qui est professeure à l'Université de Paris I a profité de cette occasion pour reviser et mettre à jour (*sic*), en vue d'une traduction, son *Économie internationale des pays socialistes*, publié en 1985 chez Armand Colin, et fort apprécié par les spécialistes de cette question. L'essentiel fut donc rédigé avant le fatidique novembre 1989. Au grand dam de son éditeur, cette fois à la faveur d'un séjour d'étude à The Harriman Institute for the Advanced Study of the Soviet Union et The Institute for East-West Security Studies au début de 1990, des mises à jour de dernière heure ont pu être apportées. Tout au long des différents chapitres des astérisques renvoient le lecteur à une annexe de 22 pages pour le faire bénéficier de certaines mises au point.

Mais, évidemment, l'ouvrage demeure fidèle à la version originale. Ce qui ne rend pas obsolète pour autant l'essentiel du contenu. Car, comme le souligne Marie Lavigne, le changement de système économique, n'est pas synonyme de modifications majeures de la structure économique des ex-pays du Comité d'assistance économique mutuelle, auquel le livre se consacre. Mise à part l'ex-URSS, on en conviendra, ce qu'exportaient et importaient ces pays, n'a pu connaître de profonds changements avec l'arrivée soudaine de la démocratie et du mécanisme du marché. Il demeure donc toujours pertinent de s'interroger sur la place occupée par ces pays sur l'échiquier mondial et de chercher à prévoir celle qu'ils occuperont dans un proche avenir. Dans sa conclusion, l'auteur affirme avoir répondu en partie à la première question et tente en quelques pages de répondre à la seconde.

À propos de cette dernière, le lecteur ne peut éviter une pensée ironique en lisant un rappel sur l'origine de la théorie de la convergence attribuée ici à Jan Tinbergen, premier codétenteur du prix Nobel de l'économie (en fait, à la même époque, au début des années 60, sur cette question, John K. Galbraith et Andreï Sakharov avaient apporté leur contribution). En 1975, dans un intéressant article sur le sujet paru dans *Le Monde Diplomatique*, Marie Lavigne avec raison, signalait une évolution divergente des deux grands systèmes économiques. Cette fois son allusion à une absence de convergence due à une présumée évolution vers un certain marché socialiste (*market socialism*) est, évidemment, moins heureuse.

L'approche utilisée pour faire l'analyse des stratégies et des résultats observables en matière de commerce international est bien celle de l'économie politique comme l'annonce le titre et non celle particulière à la comparaison de systèmes économiques. Or, l'expression économie politique forgée pour la première fois par Antoine de Montchrétien en 1616, soulève malheureusement des ambiguïtés. À la fin du siècle dernier, en apportant un soi-disant vernis scientifique à l'économique, les premiers marginalistes ont favorisé la disparition du qualificatif «politique». Si bien, que chez nos voisins du Sud, l'expression *political economy* contient une forte connotation marxiste. Mais en consultant la table des matières, le lecteur américain évitera la confusion. Ainsi, il verra que les neuf chapitres de l'ouvrage se retrouvent à l'intérieur de trois parties: polarisation et politiques, biens et stratégies, et finance et risque. Cette dernière, où il est question d'endettement et d'investis-

sements conjoints, conserve, à n'en pas douter toute son actualité. Il en est de même pour l'avant-dernière phrase de la conclusion où l'auteur, après avoir rejeté l'idée d'un nouveau plan Marshall, soutient que ces pays ont surtout besoin d'un transfert d'information (*expertise*) et de coopération, sous une forme où l'Occident y trouverait son avantage est-il précisé. Vivement, de la part de l'auteur, un prochain ouvrage sur la nouvelle Communauté des États Indépendants et de l'Europe centrale.

André JOYAL

Département d'administration et d'économie
Université du Québec à Trois-Rivières, Canada

LELART, Michel. *Le système monétaire international.* Paris, Éditions La Découverte, Coll. «Repères, no. 97», 1991, 130p.

Le système monétaire international est fréquemment et pertinemment perçu comme étant un système dont la structure et le fonctionnement sont des plus complexes, voire inextricables. Michel Lelart a eu la très bonne idée de choisir la perspective historique comme approche principale pour examiner la structure et bien identifier les divers rouages du fonctionnement du système monétaire international. C'est ainsi que cheminant de l'étalon-or au nouveau rôle des droits de tirage spéciaux, en passant par la naissance et le déclin du système de Bretton Woods (lequel, d'ailleurs, était essentiellement basé, comme tout système monétaire international, sur la convertibilité et la stabilité des monnaies), l'auteur parvient très habilement à nous faire comprendre, dans un langage relativement simple, les raisons pour lesquelles le système monétaire international actuel est surtout caractérisé «par référence aux problèmes qui se posent à l'ensemble des pays», ainsi qu'aux solutions trouvées qui ne sont jamais définitives; ces principaux problèmes étant le financement du développement, la maîtrise de l'endettement international et la coordination des politiques économiques.

L'analyse du système monétaire international et de son évolution dans le temps nous apparaît surtout pertinente du fait que l'auteur nous décrit d'abord les grands principes dont le système s'est doté au fil de son histoire, puis les diverses exceptions qui ont, en quelque sorte, façonné son fonctionnement réel ou imparfait. Cet ouvrage nous explique entre autres comment les administrateurs du Fonds monétaire ont eux-mêmes interprété les statuts du Fonds, ainsi que différentes dispositions inhérentes à son fonctionnement. À l'aide d'exemples clairs, précis et judicieusement choisis, l'auteur démontre entre autres de quelle façon les diverses décisions – ponctuelles – prises par les administrateurs du Fonds monétaire ont fortement contribué à sa transformation en une banque de développement.

Le dernier chapitre de l'ouvrage est consacré à l'analyse de trois systèmes monétaires régionaux (*i.e.* le Système monétaire européen, le Système monétaire franco-africain et le Système du rouble transférable). En conclusion, l'auteur mentionne qu'il